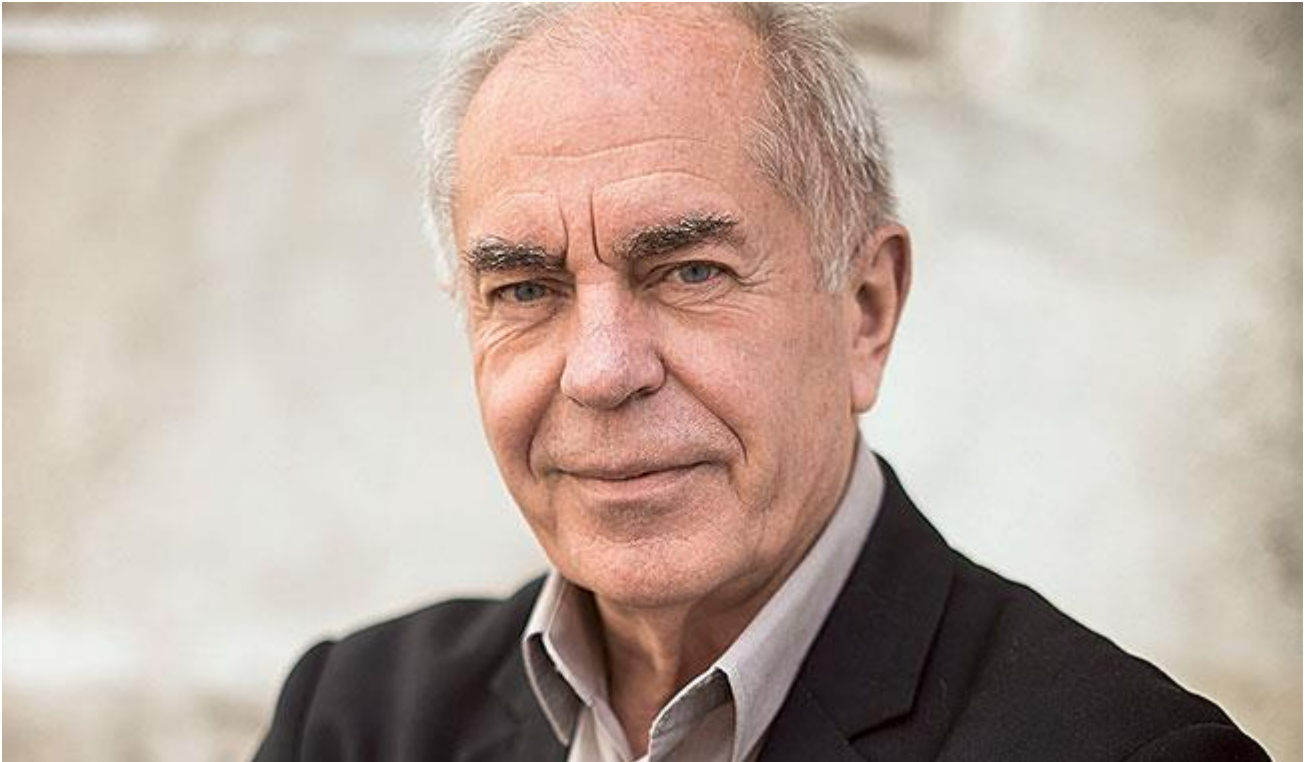


Jean-Paul Jouary: “Nous sommes confrontés au risque de perversion de la démocratie”

Publié le 15/11/2019 La Vie Henrik Lindell



© Astrid di Crollanza/Flammarion

Sollicitant les Grecs, Rousseau et Mandela, le philosophe et essayiste Jean-Paul Jouary interroge la place de sa discipline dans la société actuelle.

Vous venez d'écrire un *Manuel de philosophie populaire* paru aux éditions Flammarion. De quoi s'agit-il ?

J'ai repris ce terme d'une phrase de Diderot : « *Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire.* » La notion a deux sens : d'abord, la philosophie n'est pas faite pour les philosophes, mais pour l'humanité, pour le peuple ; ensuite, le peuple en tant que tel doit faire partie des objets philosophiques. Et il s'agit du peuple comme acteur et comme lecteur de la philosophie.

Vous suggérez tout au long du livre que la philosophie peut être utile dans des situations concrètes...

Si la philosophie reste un objet conceptuel, elle n'aura aucun intérêt réel. Dans tous les grands discours de portée universelle, la visée première et dernière est d'incarner les principes énoncés dans des conduites. La seule chose qui compte, ce sont les actes qui fondent une vie. La philosophie n'existe qu'à l'intérieur de ces actes, ce qui suppose un effort sur soi. Suivant Platon, je pense que le dialogue avec les autres n'a de sens que s'il est un dialogue avec soi-même.

La philosophie n'est pas faite pour les philosophes.

Comment mener un vrai dialogue, au sens socratique du terme ?

Je partage l'idée de Socrate selon laquelle le vrai dialogue n'est pas un combat avec l'autre pour avoir raison contre lui, mais un échange dans lequel chacun fait à l'autre l'amitié de le contredire, pour que chacun avance. Car c'est ensemble, jamais contre l'autre, que l'on avance vers la vérité, comme le disaient aussi bien Platon que Merleau-Ponty.

Le dialogue est donc le contraire de l'éristique, cette dispute où chacun cherche à gagner contre l'autre. C'est pourtant ce type de combat que l'on voit le plus souvent dans les médias et dans le débat politique. Vous le regrettez ?

Oui. Nous sommes de nouveau confrontés au risque de perversion de la démocratie, comme à Athènes il y a 2 500 ans, quand des orateurs conseillés par des maîtres de rhétorique séduisaient par la démagogie et cherchaient à terrasser l'adversaire aux yeux du public. Socrate dénonçait déjà ce problème. Aujourd'hui, on met en scène une éristique qui donne la victoire au plus démagogue. Et le peuple devient un objet à séduire. Jamais dans l'histoire de l'humanité il n'a été aussi difficile d'imposer un débat raisonnable et une recherche collective de vérité. La philosophie n'a donc jamais été aussi nécessaire.

Jamais il n'a été aussi difficile d'imposer un débat raisonnable et une recherche collective de vérité.

Vous rappelez que la philosophie permet de mener un combat intérieur indispensable. Est-ce un enjeu important aujourd'hui ?

Oui, et ce sera toujours l'enjeu. Ce n'est pas à un catholique que je vais l'apprendre ! Nous avons à mener un combat contre nous-mêmes. Nous sommes tous des enfants d'un passé, d'un milieu, d'une histoire, d'intérêts, de passions et de désirs que nous n'avons pas choisis. Et la vertu, pour reprendre ce terme utilisé depuis l'Antiquité, commence lorsque l'on sait pourquoi on choisit une chose plutôt qu'une autre. Cela ne va pas toujours dans le sens de nos intérêts et de nos passions. Celui qui ne mène pas un combat contre lui-même pour construire sa liberté de choix est le jouet de toutes les forces extérieures à lui.

Vous avez longtemps été communiste. Ce courant d'idées est connu notamment pour avoir voulu, à une époque, faire disparaître la religion. Vous êtes pourtant très ouvert sur la question.

Oui, j'ai adhéré au Parti communiste français en 1968 et je l'ai quitté en 2000. J'ai connu beaucoup de communistes qui étaient des chrétiens pratiquants. J'ai même donné des cours à des prêtres ouvriers ! Ma mère, catholique pratiquante, a adhéré au PCF elle aussi, et elle n'y a jamais rencontré la moindre difficulté. Mais, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'au sein du PCF il y a eu jadis des attitudes antireligieuses, poussées jusqu'à la caricature dans l'Union soviétique.

Vous parlez peu de Marx...

C'est que je suis comme Marx : je ne suis pas marxiste ! Toute sa vie, Marx n'a cessé de répéter que le communisme n'est pas un idéal, ni un état de la société, mais un processus universel de libération humaine. Comme premier exemple de communisme, il donnait la libération des esclaves des premiers chrétiens. Pour moi, Marx donne un outil intellectuel doté d'une portée universelle, et je le pense toujours. Il me fait réfléchir, comme le font Platon, Augustin d'Hippone, Descartes et surtout Rousseau.

Accepteriez-vous de faire étudier des textes de l'Évangile ou du Coran à des élèves du primaire ou du secondaire ?

Oui, car ce sont de grands textes philosophiques. J'ai d'ailleurs fait étudier des textes de l'Ancien Testament, des Évangiles et du Coran à des lycéens. À mon avis, ces textes doivent être réfléchis par rapport à soi-même. Et si j'étais professeur des écoles, cela ne me gênerait pas de donner aux élèves un texte religieux - non pour convertir, bien sûr, mais pour faire réfléchir à la condamnation de la vengeance, par exemple, ou au fait que l'on ne peut pas aimer les autres si on ne s'aime pas soi-même, et réciproquement.

Ce fut une authentique philosophie en actes.

Vous consacrez un chapitre de votre ouvrage à Rousseau et au problème de la représentation politique, qui vous préoccupe beaucoup. Pourquoi ?

Qu'appelle-t-on un représentant, au juste ? Il peut s'agir d'un ambassadeur, par exemple, qui représente une personne absente à laquelle on obéit, sans décider à sa place. Mais on peut aussi représenter une personne parce qu'on estime qu'elle est incapable de décider elle-même, comme c'est le cas pour un enfant. Alors quand on prétend que nos élus nous représentent, est-ce parce que nous sommes trop infantiles ? Je pose la question car je constate que, depuis des décennies, en France comme en Europe ou aux États-Unis, les élus prennent des décisions qui ne seraient pas approuvées par le peuple.

Lesquelles ?

En France, je pense à la réforme du régime des retraites, à la suppression d'une partie de l'impôt sur la fortune ou à la baisse des APL. Si le peuple décidait, rien de tout cela ne passerait ! On dit pourtant que ces représentants sont légitimes parce qu'ils ont été élus. Les Grecs avaient compris le problème : ils refusaient d'élire les membres de la *Boulè*, l'assemblée chargée des lois de la cité, parce qu'ils savaient que les élus se sentent investis

d'une confiance qui leur permet de diriger à la place des gens. Pour éviter cela, on les tirait au sort. Jusqu'à Montesquieu et Rousseau, donc au XVIIIe siècle, on pensait qu'il fallait tirer au sort ceux qui proposent des lois et qu'il appartenait ensuite aux citoyens de les approuver ou non. C'est ce que font les Suisses aujourd'hui, à leur façon : ils ont des élus, mais les citoyens peuvent facilement imposer des « votations » et décider souverainement. Pour moi, c'est vraiment démocratique.

Vous admirez Nelson Mandela, à qui vous avez consacré un ouvrage de référence en 2014, *Mandela, une philosophie en actes*. De quelle philosophie s'agit-il ici ?

Mandela n'a jamais prétendu élaborer une philosophie, mais appliquait une philosophie en actes. Il a imposé par la seule force de ses actes une idée de la politique d'une noblesse rare. Or il lisait notamment Platon. Et, face à la situation concrète où il se trouvait - il fut enfermé entre quatre murs pendant presque 28 ans -, il s'est domestiqué. Il dialoguait avec lui-même et avec les pires de ses gardiens. Il a réussi à combattre à l'intérieur de lui les sentiments négatifs, la haine, et à éviter ainsi la déshumanisation. Pour Mandela, il y a chez tout être humain une parcelle d'humanité qu'il faut repérer, avant de tirer ce fil. C'est ainsi que l'on peut résoudre les conflits, en discutant même avec les personnes qui nous semblent monstrueuses et inhumaines.

Quand Mandela est devenu président de l'Afrique du Sud, il a mené un processus de réconciliation, avec Desmond Tutu. Il s'est notamment servi de la vieille tradition de l'*ubuntu*, consistant à mettre le bourreau et la victime face à face, pour que le bourreau admette ses actes et que la victime puisse dire ce qu'elle a enduré et soit reconnue comme victime. Le conflit lié à la politique raciste de l'apartheid s'est terminé ainsi. Mandela, avec l'aide de l'Église notamment, a réussi à construire le dépassement des contradictions. Ce fut un moment unique dans l'histoire de l'humanité et une authentique philosophie en actes. [Ainsi, pour moi, l'ambition ultime d'un professeur de philosophie doit être de susciter des philosophies en actes chez tout le monde. Et chacun en est capable.](#)

A lire : Manuel de philosophie populaire. Sous les idées, la vie, de Jean-Paul Jouary, Flammarion.